



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
10 septembre 2020

Pour tout CONTACT :
npacapnpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

PLAN DE RELANCE : LES PROFITEURS SANS MASQUE

Jean Castex l'avait dit à l'université d'été du Medef fin août : « Je sais que beaucoup d'entre vous considèrent que [la crise sanitaire] peut aussi représenter une opportunité... » Comprendre : une opportunité pour le patronat de faire passer les mesures anti-ouvrières dont il n'osait à peine rêver. Le plan de relance que Castex vient de rendre public met en œuvre cet opportunisme : faire profiter les capitalistes de la crise sanitaire !

De l'argent magique pour les gros patrons

Ce sont donc 100 milliards d'euros qui vont s'ajouter aux 470 milliards débloqués dans l'urgence au printemps dernier, pour aider les entreprises.

L'« argent magique » cher à Macron coule à flots... pour les grands patrons. Castex est fier d'affirmer que « c'est en France que l'aide aux entreprises a été la plus massive ». Tous les prétextes sont bons pour les baisses d'impôts et les subventions diverses : l'écologie avec la rénovation énergétique de bâtiments par des gros bétonneurs repeints en vert, et l'emploi, alors que ce sont les plus gros licenciés qui vont toucher les trois quarts du pactole.

Tout ce que Castex promet d'ici 2021, ce sont 160 000 embauches, quand bien même un million de salariés auront perdu leur emploi en 2020. Payer 100 milliards pour 160 000 emplois sur un an, ça fait cher la création d'un seul emploi (625 000 euros)... s'il en existe un jour. Avec le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), les patrons ont empoché des milliards sans embaucher !

Le port du masque pour seule politique sanitaire

En revanche, pour tout ce qui serait nécessaire et vital pour lutter contre l'épidémie, il n'y a pas d'argent : pas d'embauches dans les hôpitaux, qui seront tout aussi débordés qu'au mois de mars si une deuxième vague survient ; pas d'embauches dans les laboratoires, qui n'arrivent pas à suivre la cadence des tests ; pas d'investissements dans les transports publics saturés ; pas d'embauches dans les écoles, collèges et lycées, dont les classes sont surchargées et où toute distanciation sociale est abolie, sous prétexte que le port du masque dans les classes du secondaire suffirait.

La rentrée scolaire « s'est faite normalement », claironne Blanquer depuis BFM. Vraiment ? C'est

que la priorité du gouvernement est de remettre tous les parents au travail. Et au travail, il faut porter le masque, sans aménagements, sans pauses supplémentaires pour compenser la pénibilité accrue. Mais sous peine de sanctions, pouvant aller jusqu'au licenciement. Pratique en ces temps de suppressions massives d'emploi ! Et les mêmes qui avaient jugé le port du masque « inutile, voire dangereux » parce qu'ils n'en avaient pas à nous fournir, n'ont pas honte de nous faire aujourd'hui la morale et chercher à nous culpabiliser. Comme si la reprise de l'épidémie venait de notre irresponsabilité à tous !

Un plan de relance... de nos luttes !

Face à cette situation, nous ne pouvons compter que sur notre force collective et sur nos luttes. Les directions syndicales pleurnichent pour les « contreparties » qu'elles voudraient voir figurer dans le plan de relance. Mais c'est d'un véritable plan d'urgence, pour les salariés et la population, dont nous avons aujourd'hui besoin :

- un million d'embauches dans les services publics ;
- l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes ;
- le partage du travail entre tous sans perte de salaire pour en finir avec le chômage ;
- au moins 300 euros d'augmentation des salaires par mois pour toutes et tous,
- toutes les mesures nécessaires pour préserver notre santé, celle de nos anciens et de nos enfants.

Nos vies, pas leurs profits, nous sommes les seuls à pouvoir l'imposer et les journées de manifestation et de grève de samedi 12 et de jeudi 17 septembre seront les premières occasions de crier notre colère.

« Tout va très bien, madame la ministre »

Notre usine est tellement exemplaire qu'Elizabeth Borne, la remplaçante du Muriel Pénicaud au poste de ministre du Travail, est venue s'y faire voir vendredi 28 août.

Mais le vrai spectacle a eu lieu les jours précédents, quand toute la hiérarchie, RG inclus, a briqué les secteurs de l'usine qui étaient sur le parcours de la ministre. On ne regrette qu'une chose, c'est qu'elle n'ait pas visité chaque centimètre carré du site...

... enfin presque

Une des raisons de la visite de Borne, c'était de se féliciter du sérieux et de l'efficacité du protocole sanitaire mis en place par la direction. Manque de chance, à peine dix jours plus tard, il apparaît que plusieurs collègues travaillant aux fusées auraient contracté le Covid...

Ministre de la démolition du code du travail ?

Le même vendredi 28 août, la ministre visitait le midi l'antenne de la Direccte, autrement dit l'inspection du travail. Elle y a été accueillie par une délégation d'agents et de militants syndicaux. Ils dénonçaient la sanction infligée à Anthony Smith, inspecteur du travail dans l'Est de la France.

Quelle faute lui vaut 3 mois de mise à pied, c'est-à-dire sans salaire ? Avoir enjoint au printemps dernier, en plein cœur de l'épidémie, une entreprise d'aide à domicile de fournir des moyens de protection à ses salariées, notamment... des masques. Bref, avoir fait son travail... Si Borne croit vraiment ce qu'elle dit sur la protection des salariés, qu'elle commence par annuler la mise à pied d'Anthony Smith !

Pendant ce temps là à Renault Flins...

Vendredi 28 août, une quarantaine d'ouvriers de Renault Flins a débrayé à la Tôlerie, après que des ouvriers ont été diagnostiqués positifs au Covid dans le secteur, sans que la direction ne fasse rien ni même n'informe les collègues proches. Suite au débrayage, les ouvriers de l'usine ont eu l'autorisation de quitter le travail par groupes pour se faire tester.

Les patrons tentent de nous rendre responsables de la propagation du virus. N'ayons aucune confiance en eux : pour se protéger, il faut leur imposer le droit d'être testés et ne pas venir travailler en étant payés le temps qu'il faudra pour qu'arrivent les résultats.

PSA se moque du monde

Du jour au lendemain, sans prévenir personne, la direction du groupe PSA a décidé de suspendre les départs avec le DAEC et le plan senior pour les ouvriers sur tous les sites (sauf Saint-Ouen et Poissy). Certains ouvriers se préparaient à partir dans quelques jours en pré-retraite ou ailleurs pour une nouvelle vie professionnelle dans une autre région... maintenant ils se retrouvent bloqués à PSA, peut-être encore pour des années : tous leurs projets à la poubelle. Il y a quelques jours des usines étaient déclarées en sureffectifs (comme PSA Mulhouse avec plus de 400

ouvriers poussés au déplacement), maintenant elles sont en sous-effectifs selon les dirigeants. Impossible de leur faire confiance : ils ne tiennent leurs engagements que lorsque ça les intéresse !

En gros, pour eux, ça ne va pas si mal que ça

Selon le journal *Les Échos* du 19 août, dans l'automobile les pertes sont bien moindres que prévues et les résultats seront rétablis en fin d'année. Rien d'étonnant, vu les milliards distribués dès avril aux entreprises, dispensées de taper dans leurs propres caisses. À PSA, le chômage partiel a représenté entre 550 et 600 millions d'argent public. C'est surtout l'occasion en or d'accélérer les économies pour licencier en masse ou financer le passage à l'électrique... sur le dos des travailleurs. Pour les patrons, pas de crise : que des opportunités.

On n'est pas des nomades de l'industrie !

La direction de PSA Valenciennes, usines de boîtes de vitesse, a annoncé 120 prêts de salariés (dont 100 professionnels) vers l'usine de PSA Sevelnord, située à 20 km. Au début, c'est pour les volontaires. Mais si elle ne les trouve pas, ce sera obligatoire. Les postes à pourvoir ne sont même pas équivalents.

C'est un piège pour tous : ceux qui vont rester à Valenciennes vont en baver en sous-effectifs et ceux qui partiront à Sevelnord risquent de ne plus revenir.

PSA-Total : de quoi se goinfrer en GigaProfits

PSA (via Opel) et Total (via sa filiale Saft) ont annoncé la création d'une société commune de fabrication de batteries. Un site sera basé à Douvrin, dans le Pas-de-Calais. Un projet de 5 milliards, des aides publiques à 121 millions d'euros (80 millions de la Région et 41 millions des collectivités locales) : de la *GigaFactory*, disent les spécialistes !

Toutefois, aucune garantie pour les emplois créés (quelques centaines peut-être, « on passera le millier d'ici à 2030 ? » se demandent certains, en transfert de postes ou en création nette ?), et encore moins sur les emplois existants : seront-ils seulement pérennisés ?

« Non, la voiture électrique n'est pas écologique »

Le journal écologiste *Reporterre* a publié cette semaine un dossier accablant sur les véhicules électriques. Constat : « Leur fabrication émet environ deux fois plus de gaz à effet de serre que leurs équivalents thermiques et génère beaucoup plus de pollutions toxiques du fait de la quantité bien supérieure de métaux qu'ils contiennent. »

Le dossier raille la campagne de culpabilisation individuelle du gouvernement et les pressions pour que chacun change de véhicule, à grand renfort de pub, primes à la casse et autres soutiens aux profiteurs de l'automobile. Un article conclut : « Du point de vue de l'écologie, le passage à l'électromobilité s'apparente donc à un pari pour le moins fragile. En France, ce n'est rien moins qu'un pari à huit milliards d'euros de fonds publics »... qui iront tout droit dans les poches des capitalistes, « verts » ou pas.